

quiconque a besoin des services d'un médecin peut les obtenir. Je ne veux nullement critiquer les médecins. Mais je dirai que bien des gens ne vont pas se faire examiner assez tôt, dès le début d'une maladie, parce qu'ils craignent les dépenses, c'est-à-dire les honoraires du médecin, les frais d'hôpitaux, et ainsi de suite. Il me semble qu'il y a là, dans le domaine social, un grand progrès que notre pays devrait se hâter de réaliser.

Je viens de dire qu'il y a deux problèmes autres que le problème international, qui devraient, depuis longtemps, retenir notre attention. Ces deux questions sont urgentes et nous en sommes maintenant saisis. Il s'agit, évidemment, du déclin du revenu agricole et de l'accroissement du chômage parmi les ouvriers industriels et autres, dans tout le pays.

Évidemment, ces deux problèmes sont intimement liés; la chute du revenu agricole se fait sentir immédiatement dans les centres industriels et l'insuffisance de la puissance d'achat dans les centres industriels se répercute dans les régions agricoles. En effet, si les travailleurs des villes ne peuvent acheter la viande, les œufs, le beurre et autres produits, en quantités suffisantes, des excédents s'accumulent et les prix agricoles fléchissent.

On voit donc que les deux faits sont liés. Le revenu agricole net a baissé d'environ 40 p. 100 au cours des trois dernières années, d'après les chiffres publiés par le Bureau fédéral de la statistique. Le chômage a augmenté chaque année à mesure que déclinait le revenu agricole. Jetons un coup d'œil sur la statistique agricole récente; de nouveau, je m'en remets au Bureau fédéral de la statistique, en m'arrêtant en particulier à des périodes qu'il est possible de comparer. Je me reporte aux chiffres de 1953 et 1954, en particulier aux deux colonnes qui se trouvent dans le résumé publié par le Bureau. Ce sont les chiffres pour la période allant de janvier à septembre 1953 et de janvier à septembre 1954.

En 1953, le revenu en espèces indiqué est de 1,938 millions tandis qu'en 1954, au cours des mêmes mois, il était 1,686 millions, soit une baisse d'environ 252 millions du revenu et de la puissance d'achat des cultivateurs.

J'ai dit auparavant que cette diminution, dans une large mesure, ne se reflète pas dans la récolte déficitaire que l'Ouest canadien a obtenue l'été dernier. Elle tient plutôt, en majeure partie, à ce que nous n'avons pas vendu certaines de nos denrées agricoles, notamment des céréales,—le blé,—qui se sont accumulées. Il est vrai que certains pro-

[M. Coldwell.]

duits agricoles, autres que les céréales, ont rapporté davantage par suite d'une augmentation des ventes des cultivateurs. Je songe aux veaux, par exemple. Il s'est vendu plus de veaux, de même que quelques autres produits. Mais, dans la plupart des cas, les revenus à l'unité n'ont pas été plus élevés. Bien que le montant global ait été plus considérable, le revenu à l'unité ne l'a pas été.

Nous constatons maintenant que notre ministère de l'Agriculture a déclaré, à la conférence fédéral-provinciale, au sujet de 1955, qu'à supposer l'obtention d'une récolte moyenne cette année,—nous espérons tous obtenir une récolte moyenne; peut-être méritons-nous une moisson supérieure à la moyenne à cause de la récolte déficitaire de l'an dernier,—le revenu net des cultivateurs sera à peu près le même qu'en 1954. S'il en est ainsi, ce ne sera pas satisfaisant.

Étant donné l'impasse où se sont trouvés les agriculteurs, il nous faut quelque chose de mieux. Cette impasse s'est produite parce que les prix de revient ont eu tendance à augmenter, pendant que les revenus ont diminué au cours de cette période. Il se peut que les ventes s'améliorent, mais je ne crois pas que cette amélioration compense la baisse du revenu et la hausse des prix de revient sur la ferme. Le cultivateur est pris dans une impasse des prix. Lorsque le revenu des agriculteurs, en ce qui concerne certaines denrées, augmente dans l'ensemble, les prix de revient augmentent même davantage; cela diminue le revenu par rapport à la somme de travail consacrée à la production de ces articles. Des faits du genre auraient dû forcer l'attention du Parlement, l'automne dernier, et devraient la forcer au cours de la présente session.

Voici notre avis. Afin de résoudre les problèmes qui surgissent et continueront de se présenter avec plus d'acuité avec le temps, nous devons, avec un courage lucide, organiser notre économie de façon que diverses catégories de producteurs puissent toucher l'indemnité pour leur travail sur une base de parité (soit dit pour employer l'expression consacrée). Nous croyons que cela est essentiel dans un État moderne, et nous devons de plus en plus nous orienter dans cette direction.

De fait, l'ensemble de notre régime de sécurité sociale dont nous sommes fiers à juste titre et que nous avons toujours appuyé dépend de la stabilité de l'économie. Si notre programme de sécurité sociale ne repose pas sur une base économique stable et que les revenus de l'industrie, de l'agriculture, etc., fassent une chute verticale, nous nous exposons à compromettre tout l'édifice que nous avons si laborieusement construit. Étant don-